

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (États-Unis)
Colia Clark (États-Unis)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Ney Ferreira (Brésil)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Apo Leung (Chine)
Gloria Gracida (Mexique)
M.A. Patil (Inde)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwa (Corée)
John Sweeney (Grande-Bretagne)
Mark Vassilev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

**Communiqué de l'Alliance internationale des jeunes pour le socialisme (AIJS)
Libération immédiate des jeunes militants arrêtés en Algérie !**

Ce mercredi 9 octobre, Abdelouhab Fersaoui, président du Rassemblement Action Jeunesse (RAJ), a été arrêté par des policiers à la fin d'un rassemblement organisé devant le tribunal d'Alger, pour exiger la libération de cinq autres dirigeants de cette organisation très active dans le mouvement populaire, « Hirak ».

Ils sont inculpés pour atteinte à la sûreté nationale et risquent de 10 à 20 ans de prison.

Les militants de l'Alliance internationale des jeunes pour le socialisme ne peuvent pas tolérer que des militants soient arrêtés et emprisonnés pour leur opinions politiques.

**Il n'y a qu'une jeunesse
et elle est internationale.**

Que ce soit en Algérie ou ailleurs, il en va d'abord de la défense des droits démocratiques et des libertés individuelles.

Nous apportons tout notre soutien à ces militants et exigeons la libération immédiate de tous les détenus d'opinion.

Nous invitons tous les jeunes, lycéens ou étudiants, militants ou non, à signer et à faire signer cet appel, pour se joindre à la campagne internationale et permettre d'organiser toutes actions nécessaires à la satisfaction de ces mots d'ordre.

**Libération immédiate des militants du RAJ
et de tous les détenus d'opinions
en Algérie !**

**Catalogne : Communiqué du POID (France)
Leur condamnation est une honte :
Libération immédiate des dirigeants catalans !
Respect du droit du peuple catalan
à se libérer de la monarchie franquiste
et à constituer sa République catalane !**

Le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) exprime sa plus vive protestation contre le verdict de 9 à 13 ans de prison prononcé contre les dirigeants catalans emprisonnés pour certains depuis plus de deux ans.

Ce verdict est la parfaite expression de la nature des institutions de la monarchie, de sa Constitution de 1978, et de ses appareils judiciaire et policier, directement hérités de la dictature de Franco.

Car quel est le prétendu « crime » qu'ont commis les condamnés, si ce n'est d'avoir soutenu la volonté majoritairement exprimée par le peuple catalan lors du référendum du 1^{er} octobre 2017 de se libérer de la monarchie franquiste et de constituer leur République catalane, premier pas vers l'union libre des Républiques d'Espagne ?

Honte à Pedro Sanchez, dirigeant du Parti « socialiste » espagnol et président du gouvernement en fonction, qui vient de justifier la sentence, osant prétendre que « *personne n'est jugé pour ses idées* », et affirmant que l'État espagnol « *est une des meilleures démocraties du monde* ».

Honte aux Macron, Merkel et autres qui depuis deux ans soutiennent la répression, qu'elle soit menée par Rajoy ou par Sanchez. Honte à la Commission européenne et son président Jean-

Claude Juncker qui, en novembre 2017, déclarait : « *Je ne trouve pas que l'Espagne viole l'État de droit (...). Je pense que ceux qui ne respectent pas la Constitution espagnole (les partisans de la République catalane – ndr) enfreignent la loi* » et « *la solution réside dans l'ordre constitutionnel et judiciaire interne à l'Espagne* ».

Dès l'annonce de ce verdict, en Catalogne, le peuple, les travailleurs, les étudiants et les lycéens se sont dressés contre cette ignoble sentence dans d'immenses rassemblements (Barcelone, Tarragone, Gérone, Lérida, Manresa, etc.), les axes routiers bloqués, les gares, l'aéroport de Barcelone envahis... Dans tout l'État espagnol, comme dans les rassemblements de retraités ce matin au Pays basque, des travailleurs de toutes les nationalités brandissaient en solidarité le drapeau catalan.

Partisan de la démocratie, donc du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le POID s'est rangé aux côtés du peuple catalan, de son droit à décider et de son droit à constituer sa République, contre la répression de la monarchie franquiste.

Il est déterminé à continuer à agir dans l'unité pour la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques !

Montreuil, le 14 octobre 2019.

AFGHANISTAN

Communiqué de la Left Radical of Afghanistan (LRA)

Par son faible taux de participation, le peuple rejette les élections parrainées par l'OTAN et les États-Unis en Afghanistan

Le 28 septembre 2019, des élections présidentielles ont eu lieu en Afghanistan. Ces élections étaient parrainées et pleinement contrôlées par les États-Unis et leurs partenaires afin de donner une prétendue légitimité à leur régime fantoche au pouvoir à Kaboul. Il y avait au total 18 candidats, dont l'actuel président Ashraf Ghani, le premier ministre Abdullah Abdullah et le « boucher de Kaboul » Gulbudin Hekmatyar.

Mais aucune élection sous occupation ne peut être équitable, transparente et indépendante. L'expérience des élections présidentielles et législatives précédentes a montré que tous les scrutins étaient marqués par la corruption, la fraude et l'ingérence des États-Unis et de l'OTAN. Le peuple a tout simplement estimé que « ce n'est pas notre élection, c'est une élection américaine ». Ce ne sont pas les électeurs afghans qui éliront le prochain président, mais le gouvernement des États-Unis et ses alliés, les seuls qui décident du sort de l'Afghanistan.

Le gouvernement américain n'a jamais eu l'intention que se constitue un gouvernement fort en Afghanistan. Il a au contraire intérêt à ce que subsiste un gouvernement faible et dépendant, qui obéisse au doigt et à l'œil aux ordres de l'administration américaine et manipulé par elle. Lors des élections présidentielles de 2014, quand les deux candidats arrivés en tête ont chacun revendiqué la victoire, provoquant une grave crise politique et sécuritaire, le secrétaire d'État américain John Kerry s'est présenté comme l'homme de la situation, imposant un accord entre Ghani et Abdullah par la formation d'un gouvernement d'union nationale. Gouvernement Ghani-Abdullah dont le premier acte fut de signer un accord de sécurité bilatéral avec les États-Unis, afin de garantir son parasitisme et ses intérêts. Les deux dirigeants du gouvernement d'union nationale n'ont, depuis, cessé

de comploter l'un contre l'autre pendant cinq ans, entraînant une explosion de la corruption, la violation permanente des lois et une banqueroute sécuritaire, politique, économique et sociale.

Compte tenu de la politique criminelle des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan, et de la caricature de démocratie que sont ces élections, le peuple afghan a totalement rejeté ce scrutin parrainé par l'OTAN et les États-Unis : sur 21 millions d'électeurs potentiels, seuls 9,6 millions se sont inscrits sur les listes électorales, et moins de 2 millions ont participé à l'élection. Les chiffres présentés par la Commission électorale indépendante ne reflètent pas le niveau réel de la participation.

Il est probable que les élections présidentielles de 2019 auront la même suite que celles de 2014. Les deux candidats arrivés en tête ont chacun déclaré leur victoire, tout en sachant parfaitement que personne n'avait obtenu la majorité des voix. C'est pourquoi ils tentent chacun de séduire l'administration Trump. C'est pourquoi aucun des deux vainqueurs potentiels n'apporte la moindre critique aux opérations militaires américaines aveugles et barbares, aux bombardements tuant toujours plus de civils, ni à l'ingérence directe dans le processus électoral. Les deux finalistes se battent pour prouver que chacun sera le meilleur esclave des États-Unis en Afghanistan et dans la région.

Le gouvernement et ses maîtres étrangers justifient la faible participation électorale par les menaces des Talibans. Mais la réalité c'est que le peuple afghan ne fait plus confiance aux initiatives parrainées par les États-Unis et l'OTAN, y compris leurs élections. Les États-Unis ont soutenu les gouvernements corrompus de Kaboul au lieu d'améliorer la sécurité, d'en finir avec la pauvreté et le chômage. Ils ont soutenu ce gouvernement et ses

hauts responsables, profondément corrompus et impliqués dans la criminalité, la contrebande et l'instabilité.

La présence, parmi les candidats à l'élection présidentielle, de criminels de guerre tels que Gulbudin Hekmatyar est la preuve que si un groupe ou une personne défie les intérêts des États-Unis, il est déclaré « terroriste », mais s'il tend la main à l'impérialisme américain, il jouit de l'immunité et il est même autorisé à se présenter à la présidentielle sous le contrôle de l'impérialisme américain. Rappelons que Hekmatyar est le héros préféré des impérialistes américains et occidentaux qui a reçu environ 60 % de l'aide financière et militaire fournie par les gouvernements américain, occidentaux et arabes entre 1979 et 1992 (dans la lutte contre l'occupation soviétique – Ndt). Hekmatyar est un dirigeant fasciste islamique, responsable de l'exécution de centaines de militants de gauche et de démocrates progressistes, et de l'assassinat de 70 000 civils lors de la guerre civile à Kaboul entre 1992 et 1996. Les médias nationaux et internationaux ont donné à Hekmatyar le nom de « boucher de Kaboul » à cause de ses crimes de guerre.

En rejetant les élections sponsorisées par les États-Unis, 19 millions d'électeurs inscrits ont affirmé : tant que le pays sera occupé par les États-Unis et leurs alliés, que la terre comme le ciel seront contrôlés par les impérialistes, il n'y aura pas de paix, de liberté, de démocratie ni de véritables élections en Afghanistan.

Aucun résultat positif ne peut être attendu par le peuple afghan sur l'issue d'un tel scrutin contaminé par la fraude, la corruption et sous contrôle de l'impérialisme américain. Le peuple continuera à résister à l'occupation et à lutter contre le régime fantoche de Kaboul. ■

Left Radical of Afghanistan (LRA)

Octobre 2019